

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Lubrizon : les maires des petites communes ont-ils été suffisamment informés ?

Publié par Paris-Normandie

6-7 minutes

« On pourrait être mieux informés mais il y a aussi le temps de l'analyse... »

Patrick Chauvet, maire de Buchy

Patrick Chauvet, maire de Buchy

Patrick Chauvet, maire de Buchy, 2 730 habitants : « J'ai reçu un premier message vocal de la préfecture le jeudi à 14 h 30 m'informant d'un incendie et m'indiquant que l'eau était potable. Ne faisant pas partie du premier périmètre à ce moment-là, j'ai pris, de ma propre initiative, la mesure, en accord avec les enseignants, de ne pas faire de récréation dans les écoles. Samedi est tombé l'arrêté préfectoral sur les 112 communes. J'étais lundi [en tant que conseiller départemental, NDLR] en préfecture avec le ministre de l'Agriculture. Maintenant, on attend les résultats. C'est plus qu'une inquiétude. Évidemment qu'on pourrait être mieux informés. Mais je comprends aussi qu'il y a le temps de l'analyse... qui peut paraître long. »

« Je vais mettre en place un cahier de doléances en mairie »

Pascal Sagot, maire de Morgny-la-Pommeraye

Pascal Sagot, maire de Morgny-la-Pommeraye

Pascal Sagot, maire de Morgny-la-Pommeraye, 1 014 habitants :
« J'ai appris la nouvelle comme tout le monde, par la télé. Je n'ai eu des informations que plus tard par la préfecture. Et pourtant les alertes d'avis de tempête, on les reçoit sur le portable. On s'est organisés tout seul. Le jeudi, les quelques enfants qui sont restés à l'école ont été confinés. On a fait un exercice de mise en sécurité en réel. Vendredi, on a commencé à nettoyer les jeux et puis lundi encore, on s'est retroussé les manches. Quand on est élu et responsable, il faut savoir rassurer. Mais la population est inquiète à cause de la suie, sans compter les agriculteurs. Je vais mettre en place un cahier de doléances en mairie pour que chacun puisse consigner ses remarques si l'état de catastrophe industrielle est décrété. »

« La gendarmerie ne savait pas me dire si nous étions concernés »

Pierre Palenne, maire de Vieux-Manoir

Pierre Palenne, maire de Vieux-Manoir

Pierre Palenne, maire de Vieux-Manoir, 738 habitants : « J'ai été prévenu à 7 h 30, par le personnel de la garderie qui l'avait été

par la directrice de l'école qui habite Quincampoix. Mon premier réflexe a été d'appeler la gendarmerie qui à 8 h 30, jeudi, ne savait pas me dire si nous étions concernés. J'ai alors téléphoné à mon adjoint qui travaille à la préfecture. Il m'a dit que nous n'étions pas dans les 12 communes identifiées le jeudi. J'ai quand même décidé de fermer l'école. Vu les odeurs et les fumées, j'aurais bien aimé que ce premier périmètre soit élargi... Pour savoir quoi faire, j'ai regardé la télé. Le vendredi, l'école a été nettoyée. Je n'ai eu aucun autre contact et ce n'est que lundi matin que j'ai vu le mail de la préfecture concernant le gel des produits agricoles. »

« Il faudrait une information plus précise et plus claire »

Pierre Peltier, maire d'Isneauville

Pierre Peltier, maire d'Isneauville

Pierre Peltier, maire d'Isneauville, 3 000 habitants : « J'ai été averti à 5 h du matin par le Sdis. Vers 6 h 15, j'ai reçu un message de la préfecture qui demandait de fermer les écoles. C'est si grave que ce ne peut être formulé sous forme de reproche, mais il aurait pu y avoir une information plus directe à destination des maires. Ce n'était pas très précis, c'était un peu court sur ce qu'il fallait dire aux habitants. J'ai ensuite été en contact avec le rectorat, la préfecture, est-ce assez, pas assez ? On a nettoyé les écoles, aujourd'hui on me pose la question sur le monde agricole : je ne sais pas quoi dire ou ne pas dire. On n'a pas de synthèses, pas de référentiel pour interpréter les tableaux d'analyses publiés. Il faudrait une information plus précise et plus claire. »

{ Ce qui m'a gênée, c'est le manque d'informations aux maires que nous sommes. Le suivi de la situation s'est fait sur les réseaux sociaux.

« Si on n'est pas actif dans la demande d'informations, on risque d'être déçu »

Éric Herbet, maire de Quincampoix

Éric Herbet, maire de Quincampoix

Éric Herbet, maire de Quincampoix, 3 200 habitants : « Jeudi à 6 h 41 j'ai été appelé par la préfecture mais j'étais déjà au courant

par mes fonctions de directeur de l'eau à la Métropole. On m'a dit que Quincampoix faisait partie des douze communes concernées par le confinement. Ensuite, je n'ai pas cessé d'aller chercher des informations sur le site de la préfecture ou appelant toutes les deux heures pour suivre l'état de la catastrophe et savoir comment répercuter auprès des agriculteurs et répondre aux habitants. Vendredi, j'ai eu deux messages un peu contradictoires : le matin, on disait de nettoyer à l'eau et ensuite qu'il ne fallait pas utiliser le Kärcher sauf avec un équipement de protection. Si on n'est pas actif dans la demande d'informations, on risque d'être déçu. »

« C'est difficile, dans ces conditions, de rassurer la population »

Nathalie Thierry, maire de Clères

Nathalie Thierry, maire de Clères

Nathalie Thierry, maire de Clères, 1 370 habitants : « Nous ne faisons pas partie des 112 communes [concernées par le gel de la récolte des productions agricoles après Lubrizon]. Mais au niveau de la zone, il y a de quoi s'interroger... En tant que conseillère régionale, je suis cela de très près. Il n'y a pas eu de fermetures d'école dans la commune, les enfants sont restés confinés le vendredi matin à cause des odeurs, qui s'étaient déjà évaporées sur l'heure du midi. Désormais, nous attendons avec impatience les résultats des analyses. Ce qui m'a gênée, je dois le dire, c'est le manque d'informations aux maires que nous sommes. C'est difficile, dans ces conditions, de rassurer la population. Le suivi de la situation s'est fait sur les réseaux sociaux. »